

Santé : Les Lilas ne sont pas à vendre !

vendredi 3 février 2012, par [BRIVAL Marie-Laure](#), [FORET Roland](#) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2011).

Le personnel de la maternité des Lilas (Seine-Saint-Denis) se battent pour sauvegarder leur établissement. Entretien avec Marie-Laure Brival, animatrice du collectif de défense de la maternité.

Roland Foret - Peux-tu nous présenter l'établissement et l'histoire de la maternité ?

Marie-Laure Brival - La maternité des Lilas est un établissement privé à but non lucratif participant au service public hospitalier. Historiquement elle s'est construite sur une base « libertaire » et sous l'influence des idées qui allaient amener Mai 68. L'idée de base était de sortir des carcans imposés par la médicalisation de la maternité auquel on assistait à l'époque et de promouvoir une approche de la maternité comme phénomène physiologique et non comme une maladie, même si un environnement médical peut être nécessaire. L'idée était d'avoir une approche « globale », humaniste, de préparation à l'accueil d'un enfant.

Un autre aspect militant est venu après 1968 avec la place qu'a occupé les Lilas dans la bataille pour la reconnaissance du droit à l'IVG : participation au MLAC, manifeste des « 343 salopes », pratique militante illégale d'IVG avant la loi Veil. En gros, toute la bataille pour le droit à disposer de son corps et le droit au respect des différents événements d'une vie.

Actuellement, nous sommes encore en pointe pour la mise en œuvre de la loi sur les IVG entre 12 et 14 semaines, que de nombreux établissements refusent de pratiquer alors que la loi le permet.

Nous sommes donc un établissement dédié à l'obstétrique et nous réalisons 1 700 accouchements par an et 1 300 IVG (pour rappel environ 220000 IVG en France par an).

Qu'en est-il de la place des Lilas dans la question de l'IVG ?

La situation, comme dans de nombreux endroits, se dégrade. Il y a un manque de professionnels, et des équipements disparaissent. Par exemple il n'y a plus de blocs pratiquant l'anesthésie locale à Saint-Denis et à Montreuil. Le centre de Bobigny a failli fermer l'an dernier. De nombreuses femmes ont dû aller à l'étranger cet été.

On assiste à un désengagement de l'hôpital de cette activité au prétexte de l'IVG médicamenteuse. Cette méthode qui représentait un progrès dans le choix offert aux femmes est pervertie pour des motifs financiers. Aujourd'hui les centres d'IVG se voient fixer des objectifs de pourcentage d'IVG médicamenteuse à réaliser pour obtenir leur financement.

Pourquoi la remise en cause du projet de reconstruction ? Les Lilas sont-ils en difficulté financière ?

Depuis de nombreuses années nous avons engagé un travail pour reconstruire la maternité et tout avait été validé : acquisition du terrain, permis de construire, plan et architecte, financement autorisé par l'ancien ARH [1] et la ministre madame Bachelot... et puis fin 2010 l'ARS [2], dirigée par Claude Évin, annonce que cela ne convient pas et cherche des prétextes pour remettre en cause le projet. Pourtant le prétexte souvent mis en avant n'existe pas : les Lilas sont en équilibre financier !

Petit à petit, l'ARS cherche à poser ses exigences : il faudrait que l'établissement soit adossé à un gros hôpital, Montreuil ou Robert Debré de l'assistance publique, ce qui à terme mène à la disparition et pose des problèmes de gouvernance, de difficultés de recrutement...

En réalité ils ont un modèle, le gros centre qui réalise 4 000 à 5 000 accouchements par an et ils veulent faire disparaître ce qui ne correspond pas à ces objectifs. L'approche financière et comptable est leur seul objectif et la qualité du travail, les besoins et le droit des femmes au choix leur importent peu. Au mépris de tout choix démocratique ils veulent imposer un modèle de rentabilité de la santé.

À ce propos, il a été évoqué que Claude Évin et son équipe de direction vous suggérait de vous faire racheter par un fonds de pension australien. Qu'en est-il ?

Effectivement, fin juin, début juillet, l'ARS a en quelque sorte dévoilé ses intentions.

Claude Évin que j'interpellais sur le risque d'être amené à être repris par le privé lucratif, m'a répondu : pourquoi pas !

Et puis le 8 juillet, dans une réunion tripartite avec la mairie et le collectif, il a confirmé.

Le groupe Ramsay santé, fonds de pension australien, cherche à investir et une opération est envisagée pour créer dans le 93 un gros pôle privé en travaillant au regroupement de deux autres cliniques privées lucratives en absorbant les Lilas.

Concrètement, l'ARS veut faire place nette pour le privé lucratif. En bloquant le projet adopté de reconstruction, l'ARS cherche donc à jouer la montre et joue le pourrissement.

Une initiative importante se prépare pour le samedi 24 septembre, peux-tu nous parler du collectif ?

Le 23 mars s'est créé un collectif dans l'établissement avec les personnels pour soutenir le projet de reconstruction. Nous étions présentes dès le 2 avril à la Bastille dans le cadre de la journée unitaire. En juin, nous sommes intervenus aux assises départementales de la santé. Nous avons fait une pétition qui a récolté déjà plus de 10000 signatures, il y a des tee-shirts, des cartes postales, les femmes qui sont passées aux Lilas ou qui le fréquentent actuellement, le soutiennent, bref la mobilisation s'organise.

Notre combat est soutenu par des collectifs comme la Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité et le mouvement Notre santé en danger.

Au niveau local, il y a des usagers, des syndicats comme SUD et la CGT, des partis politiques, et des associations comme la Cadac, le planning familial ou l'Ancic. Le maire soutient notre projet.

Le 24 septembre il y a donc une manifestation aux Lilas à partir de 10 h 30 devant la maternité, rue du Coq français. De nombreuses personnalités ont annoncé leur présence.

Comme le dit notre tract, la santé n'est ni une marchandise, ni une industrie, ni une spéculation financière mais un droit fondamental, un bien commun universel.

Nous vous attendons nombreux et nombreuses.

Propos recueillis par Roland Foret.

* Publié dans : *Hebdo Tout est à nous !* 116 (22/09/11).

SAINT-DENIS, MATERNITÉ EN DANGER, PERSONNEL MOBILISÉ

Jeudi 2 juin 2011

Depuis le 19 mai, les personnels de la maternité de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis (93), soutenus par les syndicats SUD, CGT, FO et CFDT, sont en grève reconductible contre les mesures d'austérité de la direction et du gouvernement.

Afin de sensibiliser les usagers et la population sur les raisons de leur mobilisation, les grévistes organisent différentes actions à l'hôpital mais aussi en ville.

Après un rassemblement de solidarité devant la maternité, le mardi 24 mai, nous avons retrouvé les grévistes au marché de Saint-Denis, le dimanche 29. Ils y ont installé une table pour recueillir des signatures et des dons.

De nombreuses personnes, parmi lesquelles des femmes qui ont accouché dans cette maternité, ont pu ainsi manifester leur solidarité.

Stéphanie, jeune sage-femme, activement impliquée dans la mobilisation, nous parle simplement mais avec conviction des revendications du personnel : « Nous allons avoir de nouveaux locaux mais il faut plus de personnels pour assurer la qualité du service et la sécurité des mamans et des bébés. Or, c'est le contraire qui est en train d'être mis en place : réduction des effectifs, développement de la polyvalence. On va demander au personnel d'être à la fois aide-soignants et auxiliaires de puériculture... Une puéricultrice pour 30 ou 40 bébés dans l'après-midi. Le service d'IVG au 2^e étage mais le personnel concerné au 1^{er}. En étant en sous-effectifs depuis des années, nous avons déjà touché un seuil critique. »

Une trentaine de sages-femmes assurent 3 200 accouchements par an dans des conditions difficiles. Même si la fatigue gagne le personnel, il ne veut en aucun cas que la santé des usagers de la maternité soit mise en danger. Comme les grévistes le signalent « *Naître, c'est le premier acte social de tout individu, accoucher, c'est un acte citoyen, c'est initier l'avenir, pouvoir être entourée lorsque se termine une grossesse non désirée, c'est pouvoir plus tard se projeter dans l'avenir. C'est aussi un droit.* »

Stéphanie le souligne, « *nous irons jusqu'au bout ; nous n'abandonnerons pas nos mamans et nos bébés* ».

Avec le soutien des personnels et des usagers, l'intersyndicale se prépare pour un nouveau tour des négociations pour la création des postes nécessaires pour un service public de qualité et en refusant

activement la politique d'austérité et de la casse sociale.

* *Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 105 (02/06/11).*

Notes

[1] Agence régionale de l'hospitalisation.

[2] Agence régionale de santé.